



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service du commissariat des armées
Plate-forme commissariat Est
Division Achats Public

**Nettoyage et entretien des locaux communs, d'hébergement,
de plongée, prestations de plongée et vitrerie au profit des
formations militaires rattachées au groupement de soutien du
commissariat (GSC) de NANCY**

marché réservé pour le LOT 1

(articles L.2112-2 et L.2113-12 du code de la commande publique)

clause d'insertion sociale facultative pour le LOT 2

(articles L.2112-2 et R.2152-7 du code de la commande publique)

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Numéro de consultation : **DAF_2024_001270**

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert

TABLE DES MATIERES

Article 1 -	OBJET	3
Article 2 -	POSTE, LIEU D'EXECUTION ET PERIODE DE TRAVAIL	3
2.1 -	Poste ..	3
2.2 -	Lieu d'exécution ..	3
2.3 -	Période de travail	4
Article 3 -	DEFINITION des prestations	4
3.1 -	Prestations programmées (POSTE 1, POSTE 2 et POSTE 3).....	4
3.2 -	Prestations a la demande.....	5
3.3 -	Fourniture de consommables	5
Article 4 -	PLANNING D'INTERVENTION ET SATISFACTION DES USAGERS	6
4.1 -	Affichage.....	6
4.2 -	Recueil de la satisfaction des usagers	6
Article 5 -	DEFINITION DU RESULTAT ET MOYENS DE CONTROLE	7
5.1 -	Constat de l'état du site	7
5.2 -	Niveau d'acceptabilité ..	7
Article 6 -	CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
6.1 -	Mesures de sécurité.....	7
6.2 -	Utilisation de produits éco-labélisés ou équivalents.....	7
6.3 -	Vêtements de travail.....	8
6.4 -	Hygiène (POSTE 3 - PLONGE)	8
Article 7 -	UTILISATION DES MOYENS DE L'ADMINISTRATION.....	8
7.1 -	Locaux mis à la disposition du titulaire.....	8
7.2 -	Fourniture d'énergie et d'eau	8
7.3 -	Matériel et équipement des locaux	9
Article 8 -	ANNEXES AU CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES .	9

Article 1 - OBJET

Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) a pour objet de définir les opérations nécessaires au nettoyage et à l'entretien des locaux communs, d'hébergement, de plonge, aux prestations de plonge et à la vitrerie au profit des formations militaires rattachées au groupement de soutien du commissariat (GSC) de NANCY.

Article 2 - POSTE, LIEU D'EXECUTION ET PERIODE DE TRAVAIL

2.1 Poste

Les prestations se composent de 3 postes :

- POSTE 1 :

- nettoyage, entretien des locaux et des vitres des bâtiments (hors hébergement),
- nettoyage, entretien des locaux et des vitres des salles de restauration,
- nettoyage, entretien des locaux et des vitres des locaux poubelles,
- nettoyage des vitres des locaux de plonge.

- POSTE 2 : nettoyage et entretien des communs, sanitaires et locaux vie des bâtiments d'hébergement (prestations programmées) et nettoyage et entretien des chambres (prestations à la demande) (hors vitrerie),

- POSTE 3 : prestations de plonge (vaisselle) et nettoyage et entretien des locaux de plonge (hors vitrerie).

2.2 Lieu d'exécution

Les prestations seront réalisées aux adresses suivantes :

▪ LOT 1 :

ADRESSES	CONDITIONS D'ACCES - OBSERVATIONS (horaires d'ouverture du site, accueil, filtrage...)	POSTES	
		1	2
516 ^{ème} RT - Quartier Fabvier Av. du Maréchal Joffre 54201 TOUL CEDEX	Contrôle primaire	X	X
516 ^{ème} RT (Locaux d'hébergement) Quartier la Justice Avenue du Maréchal Joffre 54201 TOUL CEDEX	Contrôle primaire	X	X

▪ LOT 2 :

ADRESSES	CONDITIONS D'ACCES - OBSERVATIONS (horaires d'ouverture du site, accueil, filtrage...)	POSTES	
		1	3
Cercle mess 516 ^{ème} RT Quartier Fabvier Av. du Maréchal Joffre 54201 TOUL CEDEX	Contrôle primaire	X	X

2.3 Période de travail

2.3.1 POSTE 1 (locaux hors hébergement) et POSTE 2 (locaux d'hébergement)

Les prestations doivent s'exécuter durant les heures ouvrables (entre 8h et 12h et entre 13h30 et 17h15) aux périodes d'ouverture des sites.

SAUF :

Aucune intervention ne s'effectue les samedis, dimanches et jours fériés, ni aux vacances scolaires de décembre. Dans le cas d'un jour férié en semaine, les prestations seront effectuées le jour ouvré le plus proche.

SAUF :

En cas de fermeture exceptionnelle dont les dates sont fixées par le GSC, ou de fermeture programmée, les prestations seront effectuées la veille ou le dernier jour ouvrable, sauf accord conjoint avec le titulaire (hors prestations effectuées quotidiennement).

2.3.2 POSTE 3 (PLONGE)

Les périodes durant lesquelles l'ensemble des prestations de plonge peut être réalisé sont définies comme suit :

▪ LOT 2 :

Cercle mess 516 ^{ème} RT TOUL ouvert 7/7, 12 mois par an		Grande plonge (plonge vaisselle)
Du lundi au vendredi	Déjeuner	10h30 - 14h
	Diner	17h45 - 19h30
Samedi, dimanche et jours fériés	Déjeuner	12h - 13h30
	Diner	18h - 19h30

Article 3 - DEFINITION DES PRESTATIONS

3.1 Prestations programmées (POSTE 1, POSTE 2 et POSTE 3)

3.1.1 Déclenchement

Les prestations programmées s'exécutent sans bon de commande. Elles concernent les prestations suivantes :

- nettoyage des locaux (y compris communs, sanitaires et locaux vie des bâtiments d'hébergement hors chambres),
- nettoyage et entretien des salles de restauration,
- prestations de plonge vaisselle et nettoyage et entretien des locaux de plonge vaisselle,
- prestations de plonge batterie et nettoyage et entretien des locaux de plonge batterie,
- nettoyage et entretien des locaux poubelles.

3.1.2 Lieu d'exécution et fréquences d'exécution

Les prestations programmées sont des prestations à effectuer dans les locaux indiqués en ANNEXE 1A du CCTP.

Les principales opérations à effectuer sont précisées en ANNEXE 2 du CCTP, selon les types de bâtiments concernés, aux fréquences prévues à cette annexe. Ces fréquences sont mentionnées à titre indicatif ; elles peuvent varier en fonction du degré de salissure et de la fréquentation.

Ces opérations ne sont pas limitatives et sont à compléter par le titulaire, à son initiative et selon son expertise, pour atteindre le résultat attendu (cf. article 5 du présent CCTP).

3.1.3 Etat prévisionnel des rationnaires et dates d'ouverture particulière (POSTE 3 - PLONGE)

Pour la prestation de plonge, l'administration communique chaque 15 du mois précédent l'état prévisionnel des rationnaires attendus pour le mois suivant dans les différents points de restauration et le 05 du mois en cours valide les effectifs du mois N-1.

L'attention est appelée sur le fait que la variation des effectifs peut entraîner la modification des prestations ainsi que celle des plages horaires d'exécution.

L'administration communique avec un préavis de 15 jours calendaires les dates d'ouverture particulière entrant dans le cadre des prestations programmées.

3.1.4 Cas particulier des « échanges »

Après entente directe entre les formations bénéficiaires et le titulaire du marché, après information du GSC, le nettoyage peut être transféré d'un local à un autre, sans incidence financière et à périmètre égal.

Cet échange fera l'objet d'une mention sur la FMSF [ANNEXE 1 du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et sur le CRT (ANNEXE 2 du CCAP)].

3.2 Prestations à la demande

3.2.1 Déclenchement/annulation

Les prestations à la demande font l'objet de bons de commande émis ponctuellement, en fonction de la survenance du besoin (POSTE 1 « NETTOYAGE DES LOCAUX », POSTE 2 « HEBERGEMENT », POSTE 3 « PLONGE »). **Les prestations de nettoyage et entretien des chambres d'HEBERGEMENT sont à la demande (les communs et les sanitaires des bâtiments d'hébergement font partie des prestations programmées).**

En cas de non-exécution du bon de commande, le pouvoir adjudicateur (PA) pourra annuler celui-ci et décider d'appliquer le dispositif prévu à l'article 11.7 du CCAP concernant l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire.

3.2.2 Lieu d'exécution

Les prestations à la demande peuvent porter sur tous locaux aux adresses mentionnées supra, même s'ils ne figurent pas à l'ANNEXE 1A du CCTP.

Lorsque les locaux ne sont pas décrits aux dites annexes, les éléments nécessaires à l'exécution de la prestation (surface, nature des locaux, accessibilités...) seront précisés sur le bon de commande et une visite préliminaire sera organisée par le bénéficiaire sur sa demande afin de fixer contradictoirement ces éléments.

3.2.3 Période de travail

Les prestations à la demande s'exécutent pendant les mêmes périodes de travail que les prestations programmées pour les POSTES 1 et 2 et durant les périodes définies lors de la commande pour le POSTE 3.

3.3 Fourniture de consommables

Les matériels et tous les produits de nettoyage pour les sols, sanitaires et vitres, adaptés à l'exécution des prestations sont fournis par le titulaire ; leur coût est inclus dans le prix des prestations. **Les produits spécifiques de PLONGE (POSTE 3) sont fournis par le bénéficiaire.**

Les produits de nettoyage ne devront être ni corrosifs ni émettre de vapeur pouvant provoquer des dommages et ceux pour les sols ne devront pas rendre ces derniers glissants ou collants.

Les différents sacs poubelles pour le tri sélectif seront fournis par le titulaire, devront être transparents et seront évacués aux fréquences prévues à l'ANNEXE 2 du CCTP.

Les conteneurs hygiéniques féminins seront relevés quotidiennement conformément à l'ANNEXE 2 du CCTP.

Prestation supplémentaire éventuelle retenue ou pas, le titulaire assurera la mise en place des consommables (papier toilette 2 plis, savon, essuie-mains et bombe désodorisante) et utilisera les distributeurs installés à cet effet.

3.3.1 Prestation supplémentaire éventuelle non retenue

Dans le cas où la prestation supplémentaire éventuelle n'est pas retenue par l'acheteur, le GSC fournira les consommables (papier toilette 2 plis, savon, essuie-mains et bombe désodorisante). Le titulaire veillera à disposer d'un stock suffisant de fournitures et à alerter le bénéficiaire suffisamment à l'avance de manière à lui permettre de procéder correctement à son approvisionnement mensuel.

3.3.2 Prestation supplémentaire éventuelle retenue

En cas d'acceptation par l'acheteur de la prestation supplémentaire éventuelle, pour un ou plusieurs lots, le titulaire fournira les consommables (papier toilette 2 plis, savon, essuie-mains et bombe désodorisante). **Ces fournitures seront adaptées aux supports universels existants déjà en place.**

Le titulaire devra prévoir un stock tampon suffisant de consommables pour assurer quotidiennement le réapprovisionnement des distributeurs sans que l'administration n'ait à intervenir d'une quelconque manière sous peine d'application de pénalités prévues à l'article 9.9 du CCAP (défaut d'approvisionnement et de mise en place des produits et des consommables).

Article 4 - PLANNING D'INTERVENTION ET SATISFACTION DES USAGERS

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire fournira un planning précis des jours et heures d'exécution des prestations sur les différents sites et bâtiments.

Ce planning rappellera les coordonnées du point de contact local du titulaire, ainsi que les moyens cités ci-dessous pour recueillir la satisfaction des usagers (occupant des locaux).

4.1 Affichage

L'affichage de ce planning dans les locaux nettoyés est à la charge de l'administration. Le titulaire fournira une version dématérialisée de son planning, adaptée aux locaux nettoyés.

4.2 Recueil de la satisfaction des usagers

4.2.1 Registre de liaison

Le titulaire mettra en place un registre de liaison dans chaque bâtiment, lui permettant de formaliser la présence effective de ses employés et aux usagers de consigner leurs réflexions sur les prestations.

Ce registre sera tenu à la disposition de l'administration pour l'établissement de la fiche mensuelle de service fait (FMSF).

4.2.2 Coordonnées de l'autorité chargée de la réalisation des opérations de vérification

Les représentants de l'administration désignés pour réaliser les opérations de vérification prévues à l'article 9.8.2 du CCAP, ainsi que ceux chargés de viser la FMSF pour attestation du service fait, doivent pouvoir être contactés facilement par les usagers.

4.2.3 Exploitation

La satisfaction des usagers peut ne pas coïncider avec la parfaite exécution des obligations contractuelles.

Cette satisfaction fera cependant l'objet d'un suivi commun entre le GSC et le titulaire, notamment lors de l'établissement des comptes rendus trimestriels (ANNEXE 2 du CCAP).

Article 5 - DEFINITION DU RESULTAT ET MOYENS DE CONTROLE

5.1 *Constat de l'état du site*

L'état initial des locaux et des matériels mis à disposition du titulaire, est précisé en ANNEXE 1A (description des locaux) et en ANNEXE 1B (description du matériel de plonge) du CCTP. Il est vérifié et accepté par le titulaire lors de procédure de consultation du présent marché, au cours de la visite obligatoire de site.

Si au début du marché, cet état n'est plus conforme avec la réalité, un procès-verbal contradictoire est dressé, sur demande du titulaire, par les formations bénéficiaires.

En fin d'exploitation, un autre procès-verbal est établi au plus tard quatre (4) semaines avant son terme afin de permettre au titulaire de conclure pendant la période contractuelle les opérations dont l'exécution aurait été jugée nécessaire.

5.2 *Niveau d'acceptabilité*

Les prestations de nettoyage et d'entretien ont pour but de maintenir en parfait état d'hygiène et de propreté les locaux et l'ensemble de la vaisselle et des instruments collectifs de restauration.

Le niveau d'acceptabilité est défini et contrôlé conformément à l'article 9.8.2 du CCAP.

Les prestations de plonge ont en plus pour but d'assurer le rangement de la vaisselle et des instruments collectifs mis à la disposition des convives.

Article 6 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1 *Mesures de sécurité*

La liste des matériels et des produits utilisés pour l'exécution des prestations est à préciser dans l'offre. Les appareils doivent être en parfait état et respecter les mesures de sécurité applicables au marché. Tout matériel défectueux sera mis hors service et sera remplacé par le titulaire, à ses frais.

Les échafaudages ou nacelles éventuels doivent être conformes à la réglementation européenne. Les matériels ne doivent en aucun cas être en contact direct avec les parois verticales. Les extrémités supérieures des échelles et escabeaux sont protégés, leurs pieds munis de patins protecteurs antidérapants.

Les techniques et produits utilisés pour le nettoyage des sols, doivent être sélectionnés afin que ces derniers ne présentent aucune surface glissante susceptible de constituer un danger pour les usagers.

6.2 *Utilisation de produits éco-labélisés ou équivalents*

La liste des produits utilisés pour l'exécution des prestations est à préciser dans le mémoire technique. Les produits doivent être porteurs de l'Ecolabel Européen ou équivalent.

Les produits doivent être conformes à la législation relative à la protection de l'environnement et, pour le POSTE 3 (PLONGE), spécifiquement prévus pour un usage en restauration collective ou en industrie agro-alimentaire. Tout produit défectueux devra être retiré et remplacé par le titulaire, à ses frais.

Les formations bénéficiaires se réservent le droit d'interdire les produits dont l'utilisation serait susceptible de provoquer des dégradations.

Sauf si la responsabilité du ministère des armées et des anciens combattants ou du cercle est engagée, tout dommage causé aux installations et équipements sera mis à la charge du titulaire.

6.3 Vêtements de travail

Dès le 1er jour, le personnel d'exécution devra disposer de vêtements de travail ou de protection appropriés aux tâches à accomplir (vêtements et chaussures de sécurité, vêtements clairs en cuisine et salles de plonge), conformément aux règles d'hygiène et de sécurité en vigueur (mesures COVID à prendre en compte).

Cette tenue devra comporter le logo de la société.

La fourniture, l'entretien et le remplacement de ces tenues restent à la charge du titulaire.

Cette tenue devra être fournie par le titulaire en nombre suffisant de telle manière que le personnel puisse se changer autant que nécessaire afin de porter des vêtements présentant un niveau de propreté, d'hygiène satisfaisant et en bon état.

6.4 Hygiène (POSTE 3 - PLONGE)

Avant tout début d'exécution des prestations, le titulaire fournira une attestation ou un certificat indiquant que l'ensemble du personnel œuvrant sur le site est formé aux règles de bonnes pratiques d'hygiène en matière de restauration collective.

Le titulaire fournira également pour chaque personnel œuvrant une attestation de prise de connaissance du règlement intérieur du cercle qui sera actualisée à chaque mise à jour (ANNEXE 5 au règlement de la consultation).

Article 7 - UTILISATION DES MOYENS DE L'ADMINISTRATION

7.1 Locaux mis à la disposition du titulaire

Un ou des locaux, destinés à l'entreposage des matériels et produits d'entretien, ainsi que des vestiaires, douches et placards pour le POSTE 3 (PLONGE), sont mis à la disposition du titulaire.

Leur emplacement sera précisé au cours de la visite sur les sites.

Les règles de stockage et de prévention doivent être appliquées. Toute précaution devra être prise pour que les produits ne laissent aucune trace sur le sol.

Aucun matériel ou produit ne devra être abandonné en dehors des emplacements autorisés, ou laissé sans rangement après chaque intervention, sous peine d'évacuation sans préavis par un représentant de la formation bénéficiaire.

7.2 Fourniture d'énergie et d'eau

L'énergie électrique et l'eau nécessaires à l'exécution des prestations sont fournies gratuitement par les formations bénéficiaires.

Le titulaire doit éviter tout éclairage superflu. En particulier, il veille à ce que l'éclairage d'un local soit strictement limité au temps nécessaire à l'exécution des prestations dans celui-ci, l'éclairage général d'un ensemble de locaux étant proscrit.

Le titulaire doit également prendre toutes dispositions pour ne pas laisser couler l'eau inutilement.

Le branchement simultané de plusieurs appareils électriques sur la même prise, même par l'intermédiaire de fiches multiples, est interdit. Tout dommage causé aux installations électriques par l'utilisation de matériel non conforme aux règles de sécurité sera imputé au titulaire.

7.3 Matériel et équipement des locaux

7.3.1 Généralités

Il appartiendra au titulaire de notifier à son personnel que l'usage du matériel et des équipements des locaux (notamment des appareils téléphoniques et des machines à photocopier) lui est absolument interdit.

7.3.2 Machines à laver la vaisselle et autres matériels de plonge (POSTE 3)

La liste des matériels mis à disposition du titulaire pour l'exécution des prestations figure à l'ANNEXE 1B du CCTP.

Un responsable de la société titulaire sera formé par la formation bénéficiaire à l'utilisation et au nettoyage des machines à laver. **Ce responsable aura la charge de former le personnel devant utiliser les machines. Cette formation donnera lieu à l'établissement d'une attestation de reconnaissance de formation, de bon fonctionnement et de l'état des machines validée et signée par les deux parties.**

Il est rappelé que le titulaire doit procéder de façon régulière à l'entretien des machines mises à disposition, notamment leur détartrage, nettoyage des filtres, des buses de nettoyage et de rinçage etc...

En cas de panne d'un matériel, une solution alternative pourra être mise en œuvre par les formations bénéficiaires (couverts jetables par exemple). Néanmoins, indépendamment de cette solution et du délai de résolution de la panne, les prestations incluent la mise en place par le titulaire de solutions palliatives (complément de nettoyage à la main par exemple).

En cas de casse ou détérioration du matériel mis à disposition, le responsable de la société ou son représentant est immédiatement convoqué. Un procès-verbal sera établi entre l'unité bénéficiaire et la société. Les deux parties indiqueront leurs observations. Ce PV sera transmis au GSC, qui, en fonction des circonstances (notamment en cas de faute professionnelle, d'une mauvaise manipulation ou d'une malveillance caractérisée), demandera au PA que son coût soit imputé au titulaire.

ARTICLE 8 - ANNEXES AU CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

ANNEXE 1A et sa légende : description des locaux (une annexe pour le LOT 1 et une annexe pour le LOT 2),

ANNEXE 1B : description des matériels de plonge (une annexe pour le LOT 2),

ANNEXE 2 : principales opérations de nettoyage (une annexe commune pour les LOTS 1 et 2),

ANNEXE 3 : prestations spécifiques de plonge (une annexe pour le LOT 2).